GV.

L. 13.710/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 22 septembre 1980, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au congé accordé à certains agents des services publics lorsqu'ils sont mis à la disposition du Roi", a donné le 14 octobre 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e september 1980 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het verlof toegekend aan bepaalde personeelsleden van de overheidsdiensten wanneer zij ter beschikking van de Koning worden gesteld", heeft de 14e oktober 1980 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Le projet tend à régler la situation des agents de l'Etat mis à la disposition du Roi, à l'instar de ce qui a été prévu, notamment, pour les agents "qui exercent une fonction dans un cabinet ministériel" par l'arrêté royal du 20 mai 1965, et pour ceux "qui exercent une activité auprès d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou du Sénat" par l'arrêté royal du 2 avril 1975. Le projet s'inspire d'ailleurs de ces deux arrêtés, principalement du premier.

Contrairement aux deux catégories précitées, la catégorie des agents mis à la disposition du Roi n'est pas prévue par l'article 102 du statut des agents de l'Etat, article relatif aux congés. Le projet complète implicitement cette disposition et modifie donc l'arrêté royal du 2 octobre 1937. En conséquence, c'est à bon droit qu'il a été motivé et qu'il a été délibéré en Conseil des Ministres, en application de l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

La note pour le Conseil des Ministres, annexée au projet, fait allusion à certains agents du Ministère des Affaires étrangères.

En effet, dans l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

.../...

- l'article 27-2, dispose que les agents de la carrière du Service extérieur sont en activité de service lorsqu'ils sont mis à la disposition du Roi;

- l'article 52 rend cette disposition applicable aux agents de la carrière de Chancellerie.

En revanche, aucune disposition semblable n'est prévue en ce qui concerne les agents de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, que l'article 37 dudit statut soumet à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 "et aux arrêtés qui en assurent l'exécution, sous réserve des dispositions dérogatoires", dispositions inexistantes en la matière.

Il existe encore une autre disposition relative aux délégations au service du Roi : l'article 327 du Code judiciaire, modifié par les lois des 25 juillet 1974 et 17 juillet 1978. Mais elle est de toute manière hors du champ d'application du projet, puisqu'il s'agit d'une disposition législative.

II.

Les termes de l'article 1er semblent couvrir tous les agents de l'Etat dont le Roi est habilité à fixer le statut et qui sont mis à sa disposition. Par ailleurs, le préambule exprime le souhait de voir doter toutes ces personnes, quel que soit leur statut, de garanties uniformes. Suivant les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le Gouvernement entend toutefois que demeurent inchangées les dispositions spéciales relatives à la carrière diplomatique et à la carrière de chancellerie des Affaires étrangères.

.../...

Ces dispositions considèrent les agents mis à la disposition du Roi comme étant en activité de service, sans qu'ils soient mis en congé, alors que le projet organise à cette fin même un régime de congés. Les conséquences seront pratiquement identiques pour les deux groupes d'agents; mais eu égard aux différences formelles, il est préférable, en effet, de ne pas fusionner les deux régimes. En conséquence, il importe d'exclure expressément les diplomates et les agents de chancellerie du champ d'application du projet.

III.

L'article 1er vise aussi les membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat et les membres du personnel administratif des cours et tribunaux.

Les premiers sont soumis au statut des agents de l'Etat, mais les membres du personnel enseignant ont un statut en grande partie autonome, que le Roi a fixé en vertu de l'article 1er de la loi du 22 juin 1964 et dans le cadre des dispositions de celle-ci. Il n'est donc pas inutile de les mentionner séparément pour prévenir une difficulté d'interprétation.

Les seconds sont régis par le Code judiciaire. Or, il ressort des articles 270 et suivants de celui-ci que les seuls agents dont le Roi est habilité à fixer le statut sont les rédacteurs, employés et messagers de greffe nommés à titre provisoire, ainsi que les traducteurs, rédacteurs, employés et messagers de parquet nommés à titre provisoire (articles 270 à 272 et 281 à 284).

.../...

On peut se demander, dans ces conditions, s'il subsiste une utilité à comprendre les membres du personnel des cours et tribunaux parmi les agents visés par le projet. C'est la raison pour laquelle les textes qui les concernent ont été mis entre parenthèses dans le préambule et dans le dispositif qui seront proposés ci-après.

IV.

La lettre, par laquelle le Premier Ministre a saisi le Conseil d'Etat, porte qu'"Il doit être entendu" que l'arrêté en projet sera applicable aux agents actuellement en fonction au cabinet du Roi et couvrira les services qu'ils y ont déjà rendus. Une telle intention ne saurait rester implicite : sa réalisation exige une disposition expresse.

V.

Le projet est de nature à entraîner des dépenses nouvelles. Il doit donc, en vertu de l'article 6.2 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, être soumis à l'accord du Ministre du Budget.

C'est sous réserve de cet accord que le présent avis est émis.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé et préambule.

L'expression "services publics" est trop large, puisque, suivant l'article 1er du projet et la note au Conseil des Ministres annexée au projet, celui-ci ne régira pas les organismes d'intérêt public.

Il y a lieu de viser la loi du 22 juin 1964, le Code judiciaire, si le Gouvernement entend maintenir le dernier membre de phrase de l'article 1er du texte proposé, et les deux arrêtés royaux que le projet doit modifier.

Examen des articles.

Article 2.

L'intention du Gouvernement n'est pas de laisser aux ministres la faculté d'accepter ou de refuser de mettre un agent à la disposition du Roi, mais simplement de prévoir que cette mise à disposition se fera par un acte du ministre compétent. Il y a donc lieu d'écrire "sont" et non "peuvent être".

Article 3.

Dans le statut des agents de l'Etat, tout congé fait partie intégrante de l'activité de service (1). Il en va de même

.../...

- - - - - - - - - - - - - - - -

(1) Article 102 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

dans le statut spécial du personnel enseignant (1). Il ne s'indique donc pas d'"assimiler" le congé prévu par le projet à une période d'activité.

Article 4.

Contrairement à ce qui est prévu pour les détachements dans les cabinets ministériels, le Gouvernement n'entend pas imposer au ministre intéressé le remplacement de l'agent mis à la disposition du Roi.

+

\+ +

Compte tenu de l'observation générale n° I, il y a lieu :

1° de compléter l'article 102 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 par un 10°;

2° de compléter l'article 160, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 par un i).

En considération des observations qui précèdent et de quelques modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaire, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du projet :

.../...

- - - - - - - - - - - - - - -

(1) Article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

"ARRETE ROYAL RELATIF AU CONGE ACCORDE A CERTAINS AGENTS DE L'ETAT MIS A LA DISPOSITION DU ROI.

- - -

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974;

(Vu les articles 270 à 272 et 281 à 284 du Code judiciaire);

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, notamment l'article 102, modifié par les arrêtés royaux des 13 novembre 1967, 2 avril 1975, 5 avril 1976 et 22 janvier 1979;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 160;

.../...

Considérant qu'il est souhaitable de régler d'une manière uniforme les garanties accordées à certains membres des services de l'Etat lorsqu'ils sont mis à la disposition du Roi, quel que soit le statut de ces membres;

Vu l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Sont soumis au présent arrêté lorsqu'ils sont mis à la disposition du Roi, les membres du personnel civil des administrations, établissements d'enseignement et autres services de l'Etat dont le Roi est habilité à fixer le statut (y compris les membres du personnel administratif des cours et tribunaux nommés à titre provisoire).

Toutefois, ne sont pas soumis au présent arrêté les agents de la carrière du Service extérieur ni les agents de la carrière de Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères.

.../...

Article 2.-

Les agents visés à l'article 1er sont mis à la disposition du Roi, à Sa demande, par le Ministre dont ils dépendent.

Article 3.-

Pour la durée pendant laquelle ils sont mis à la disposition du Roi, les agents obtiennent un congé, qui constitue une période d'activité de service.

Ils ne peuvent continuer à exercer les attributions de leur emploi.

Les agents nommés à titre définitif continuent à participer à l'avancement dans leur service d'origine et reprennent leur emploi à la fin de leur mission.

S'ils sont soumis au signalement, ils conservent le dernier signalement qui leur a été attribué.

Article 4.-

Le Ministre compétent peut pourvoir à titre intérimaire au remplacement des agents mis à la disposition du Roi.

Article 5.- (nouveau).

§ 1er. L'article 102 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 13 novembre 1967, 2 avril 1975, 5 avril 1976 et 22 janvier 1979, est complété par le texte suivant :

"10° pour être mis à la disposition du Roi".

.../...

§ 2. L'article 160, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est complété par le texte suivant :

"i) pour être mis à la disposition du Roi".

Article 6.-

A l'égard des agents qui sont à la disposition du Roi au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, celui-ci produit ses effets à partir du jour où lesdits agents ont été mis à la disposition du Roi.

Article 7.-

Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Le Ministre de la Fonction publique,".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het ontwerp strekt tot regeling van de toestand van de rijksambtenaren die ter beschikking van de Koning worden gesteld, naar het voorbeeld van hetgeen onder meer voor de ambtenaren "die een ambt uitoefenen in een ministerieel kabinet" bepaald is in het koninklijk besluit van 20 mei 1965, en voor de ambtenaren "die werkzaam zijn bij een in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groep" in het koninklijk besluit van 2 april 1975. Bij het opmaken van het ontwerp-besluit is trouwens uitgegaan van die besluiten, vooral van het eerste.

In tegenstelling echter met beide genoemde categorieën, is de categorie van de ambtenaren die ter beschikking van de Koning worden gesteld, niet opgenomen in artikel 102 van het statuut van het rijkspersoneel, dat betrekking heeft op het verlof. Het ontwerp vult die bepaling stilzwijgend aan en wijzigt dus het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Het is dan ook terecht met redenen omkleed en in Ministerraad overlegd overeenkomstig artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

De bij het ontwerp gevoegde nota voor de Ministerraad maakt gewag van bepaalde ambtenaren van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

In het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel wordt immers

- in artikel 27, 2°, bepaald dat de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst in werkelijke dienst zijn wanneer zij ter beschikking van de Koning gesteld worden;

.../...

- die bepaling via artikel 52 toepasselijk verklaard op de personeelsleden van de kanselarijcarrière.

Daarentegen is er geen soortgelijke bepaling voor de personeelsleden van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, die krachtens artikel 37 van het statuut onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 "en van de besluiten waarbij de regelen van dat besluit worden uitgevoerd, onder voorbehoud van de afwijkende bepalingen", welke laatste in dezen niet bestaan.

Er is nog een andere bepaling betreffende de opdrachten in dienst van de Koning, te weten artikel 327 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 25 juli 1974 en 17 juli 1978. Deze valt echter buiten de toepassingssfeer van het ontwerp, daar het gaat om een wetsbepaling.

II.

De bewoordingen van artikel 1 lijken te slaan op alle rijksambtenaren wier statuut door de Koning kan worden bepaald en die te zijner beschikking worden gesteld. In de aanhef wordt voorts de wens uitgesproken dat al die personen, ongeacht hun statuut, "uniforme" waarborgen zouden krijgen. Naar aan de Raad van State is verklaard, wil de Regering echter niets veranderen aan de bijzondere bepalingen betreffende de diplomatieke carrière en de kanselarijcarrière van Buitenlandse Zaken, die de ter 's Konings beschikking gestelde ambtenaren beschouwen als in werkelijke dienst, dus niet in verlof te zijn, terwijl het ontwerp precies met dat doel een verlofregeling uitwerkt. De gevolgen zullen voor beide groe-

.../...

pen van ambtenaren praktisch gelijk zijn, maar wegens de formele verschillen is het inderdaad verkieslijk beide regelingen uit elkaar te houden. Daarom is het nodig diplomaten en kanselarijambtenaren uitdrukkelijk buiten de toepassingssfeer van het ontwerp te houden.

III.

Artikel 1 vermeldt ook de personeelsleden van de "rijksonderwijsinstellingen" en de leden van het administratief personeel van de hoven en rechtbanken.

De eerstgenoemden zijn onderworpen aan het statuut van het rijkspersoneel, maar de leden van het onderwijzend personeel hebben een grotendeels autonoom statuut dat door de Koning is vastgesteld krachtens artikel 1 van de wet van 22 juni 1964 en in het kader van de bepalingen van die wet. Het is derhalve niet ondienstig ze afzonderlijk te vermelden om een interpretatiemoeilijkheid te ondervangen.

De leden van het administratief personeel van de hoven en rechtbanken vallen onder het Gerechtelijk Wetboek. Uit de artikelen 270 en volgende van het Wetboek blijkt echter dat de enige personeelsleden wier statuut door de Koning kan worden vastgesteld, zijn : de voorlopig benoemde opstellers, beambten en boden bij een griffie, alsook de voorlopig benoemde vertalers, opstellers, beambten en boden bij een parket (artikelen 270 tot 272 en 281 tot 284).

Men kan zich dan ook afvragen of het nog enig nut heeft de personeelsleden van de hoven en rechtbanken te noemen onder degenen op wie het ontwerp doelt. Dit is dan ook

./.

de reden waarom de teksten die op deze personeelsleden betrekking hebben tussen haakjes staan in de aanhef en in de artikelen die hierna zullen worden voorgesteld.

IV.

In de brief waarmede de Eerste Minister het ontwerp bij de Raad aanhangig maakt, staat dat het wel te verstaan is dat het ontworpen besluit zal gelden voor alle ambtenaren die thans bij het kabinet des Konings in dienst zijn en mede zal slaan op de diensten die zij er reeds bewezen hebben. Een dergelijk voornemen mag niet alleen tussen de regels te lezen zijn, maar vereist een uitdrukkelijke bepaling.

V.

Het ontwerp kan nieuwe uitgaven meebrengen. Het moet derhalve, krachtens artikel 6.2 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole voor akkoord aan de Minister van Begroting worden voorgelegd.

Onder voorbehoud dat dit akkoord wordt gegeven, wordt het volgende advies uitgebracht.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift en aanhef.

De term "overheidsdiensten" is te ruim, daar het ontwerp volgens artikel 1 en volgens de bijgevoegde nota voor de Ministerraad, niet voor de instellingen van openbaar nut zal gelden.

Er moet worden verwezen naar de wet van 22 juni 1964, naar het Gerechtelijk Wetboek indien de Regering de laatste volzin van artikel 1 van de voorgestelde tekst wenst te behouden, en naar de twee koninklijke besluiten welke het ontwerp moet wijzigen.

Onderzoek van de artikelen.

De Regering bedoelt het niet zo dat het de ministers vrij staat aan te nemen of te weigeren dat een personeelslid ter beschikking van de Koning wordt gesteld; zij wil gewoon bepalen dat die terbeschikkingstelling plaatsheeft bij een akte van de bevoegde minister. Men schrijve derhalve "worden ... ter beschikking van de Koning gesteld", in plaats van "kunnen ... worden gesteld".

Artikel 3.

In het statuut van het rijkspersoneel maakt elk verlof integrerend deel uit van de actieve dienst (1).

.../...

---

(1) Artikel 102 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Dat is ook zo in het bijzonder statuut van het onderwijzend personeel (1). Het gaat derhalve niet aan, het in het ontwerp bedoelde verlof gelijk te stellen met een periode van dienstactiviteit.

Artikel 4.

In tegenstelling met hetgeen bepaald is voor de opdrachten in de ministeriële kabinetten, wil de Regering aan de betrokken minister niet de verplichting opleggen om te voorzien in de vervanging van het personeelslid dat ter beschikking van de Koning wordt gesteld.

\+

\+ \+

Gelet op de algemene opmerking I, dient :

1° artikel 102 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 te worden aangevuld met een 10°;

2° artikel 160, derde lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 te worden aangevuld met een i).

.../...

---

(1) Artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen en van enkele wijzigingen die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld voor het gehele ontwerp :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET VERLOF TOEGEKEND AAN BEPAALDE RIJKSAMBTENAREN DIE TER BESCHIKKING VAN DE KONING WORDEN GESTELD.

- - -

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974;

(Gelet op de artikelen 270 tot 272 en 281 tot 284 van het Gerechtelijk Wetboek);

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 102, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1967, 2 april 1975, 5 april 1976 en 22 januari 1979;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 160;

Overwegende dat het wenselijk is op een eenvormige wijze de waarborgen te regelen die aan bepaalde leden van de rijksdiensten worden verleend wanneer zij ter beschikking van de Koning worden gesteld, ongeacht het statuut van die leden;

Gelet op artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Aan dit besluit zijn onderworpen, wanneer zij ter beschikking van de Koning worden gesteld, de leden van het burgerlijk personeel van de besturen, onderwijsinrichtingen en andere diensten van het rijk, tot het vaststellen van

.../...

wier statuut de Koning bevoegd is (met inbegrip van de voorlopig benoemde leden van het administratief personeel van de hoven en rechtbanken).

Aan dit besluit zijn echter niet onderworpen de personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst en de personeelsleden van kanselarijcarrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Artikel 2.-

De in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden door de Minister onderwie zij ressorteren ter beschikking van de Koning gesteld, op Zijn verzoek.

Artikel 3.-

Voor de tijd dat de personeelsleden ter beschikking van de Koning worden gesteld, krijgen zij een verlof, dat een periode van actieve dienst is.

Zij mogen de aan hun ambt verbonden bevoegdheden niet blijven uitoefenen.

De in vast verband benoemde personeelsleden blijven in aanmerking komen voor bevordering in hun dienst van herkomst en nemen op het einde van hun opdracht hun ambt weer op.

Wanneer zij aan de beoordeling onderworpen zijn, behouden zij de laatst toegekende beoordeling.

Artikel 4.-

De bevoegde Minister kan een waarnemend personeelslid aanstellen ter vervanging van het personeelslid dat ter beschikking van de Koning wordt gesteld.

.../...

Artikel 5 (nieuw).

§ 1. Artikel 102 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1967, 2 april 1975, 5 april 1976 en 22 januari 1979, wordt met de volgende tekst aangevuld :

"10° om ter beschikking van de Koning te worden gesteld".

§ 2. Artikel 160, derde lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt met de volgende tekst aangevuld :

"i) om ter beschikking van de Koning te worden gesteld".

Artikel 6.-

Ten aanzien van de personeelsleden die ter beschikking van de Koning zijn bij de inwerkingtreding van dit besluit, heeft dit uitwerking met ingang van de dag waarop zij ter beschikking van de Koning zijn gesteld.

Artikel 7.-

Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

Van Koningswege :
De Eerste Minister,

De Minister van Openbaar Ambt,".

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, président,
de Heren : voorzitter,

P. TAPIE, président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat,
staatsraad,

R. PIRSON, assesseurs de la
section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

F. REMION.